



Nous sommes réunis encore une fois pour dénoncer les fermetures engagées par notre direction visant soi-disant à rationaliser et adapter le réseau des trésoreries aux nouveaux enjeux de l'ère moderne.

Finis l'accueil physique du public, concept totalement has been pour nos cadres supérieurs de Bercy. Vive les nouvelles technologies et le tout numérique.

Mais c'est oublier qu'une grande partie de la population, de plus en plus fragilisée et vieillissante n'a pas forcément accès aux nouvelles technologies.

Ce sont encore les personnes les plus en difficultés qui sont sacrifiées sur l'autel de la modernité.

Internet doit être un moyen complémentaire d'accès aux services publics et non une condamnation à l'isolement.

Ce n'est pas en délocalisant les services et les emplois en ville que l'État maintiendra la qualité des prestations aux usagers.

Par cette politique de fermeture, l'État se coupe encore un peu plus de nos concitoyens et prive les contribuables en situation difficile de l'accueil rassurant d'un guichet de proximité.

Aujourd'hui, c'est la fermeture d'une trésorerie. Et après ? La Poste, les gares, gendarmeries, écoles ?

Sans ces services, encore moins d'attractivité pour nos territoires et la désertification assurée de nos campagnes.

Nos élus nationaux parlent à longueur de temps de lien social, de préserver la ruralité. Mais il ne s'agit que de discours électoraux, ayant de plus en plus du plomb dans l'aile.

Dans la réalité, les territoires ruraux sont sacrifiés aux impératifs budgétaires.

Nous voyons bien que les populations rurales sont considérées comme un coût et non comme une richesse.

Il n'y a plus de politique d'aménagement des territoires digne de ce nom.

Si nous acceptons cet état de fait, à terme, les campagnes se seront plus des lieux de vie mais une réserve à destination des seuls touristes.

Dans le cadre de la fusion des trésoreries de Saint Céré et Bretenoux, notre directrice a joué le jeu de la mise en concurrence entre les deux cantons, tout en laissant croire à chacun que c'était l'autre qui était impacté. Ce n'est pas en nous opposant que nous allons gagner mais en nous unissant, car nous sommes tous dans la même situation.

C'est aujourd'hui que tous solidaires, usagers, élus, agents, nous devons dire NON à la fermeture de la trésorerie de Bretenoux et au démantèlement des services publics, et demander une véritable politique de réengagement de l'État sur nos territoires.